

Gros plan

Mohamed Mahmoud Ould Maaloum est de retour au pays. L'opposant en exil est rentré ce dimanche 6 mars par un vol régulier d'Air Mauritanie en provenance de Paris sans être inquiété par la police. Parti précipitamment quelques jours avant l'élection présidentielle du 7 novembre, Ould Maaloum était au centre d'une polémique sur le fameux plan "Grab 1" qui a servi de preuve pour inculper Ould Haïdalla et une dizaine de membres de son directoire.

Accusé par certains d'être l'auteur du Grab 1, il a préféré quitter le pays avant le déclenchement des "hostilités". Déjà avant l'élection présidentielle, Ould Maaloum et ses amis de Conscience et Résistance (un mouvement politique formé par de jeunes opposants en France) avaient défrayé la chronique en s'extirpant par presse et internet interposés. Et s'étaient divisés en deux tendances se prévalant chacune d'une légitimité historique. Cette division de Conscience et Résistance a permis d'éclairer d'un jour nouveau l'activisme de l'opposition en exil, éparpillée entre la France, la Belgique et les États-Unis, divisée en groupes souvent rivaux mais avec un seul fonds de commerce: l'hostilité au régime de Ould Taya.

Le Calame ouvre cette semaine le dossier de l'exil en Belgique, la nouvelle destination favorite des Mauritaniens.

Depuis bientôt trois ans, Bruxelles est devenue la capitale de la... Mauritanie en exil. Avec la plainte déposée en 2001 contre Ould Taya par des militaires rescapés des événements de 1989-90 (plainte jugée irrecevable par les tribunaux belges), le passeport de la liberté octroyé à Chbih Ould Cheikh Melainine par l'Union Européenne, la manifestation de la coordination de l'opposition en Europe et la contre manifestation organisée par le PRDS, la Belgique est devenue le terrain de prédilection des opposants à Ould Taya. Au moment où en France, les conditions de délivrance de la carte d'exilé sont devenues beaucoup plus difficiles notamment avec la nomination de Michel Rimbaud, ancien ambassadeur de France en Mauritanie, à la tête de l'Office pour la protection des réfugiés et apatrides (OPFRA).

sont alors tournés vers la Belgique où les procédures sont beaucoup plus simples qu'en France. Le candidat à l'exil se présente dès son arrivée à l'Office des étrangers où on vérifie grâce à ses empreintes digitales s'il n'a pas déjà demandé l'asile dans un autre pays européen. S'il se trouve qu'il l'a déjà fait, il est automatiquement extradé vers ce pays. Sinon on lui demande de revenir dans quelques jours pour l'interrogatoire. Entre temps il est envoyé vers un centre de réfugiés ou un (ou une) assistant(e) sociale va s'occuper de lui et lui fait faire une série d'analyses médicales. Le jour de l'interview, des fonctionnaires de l'Office des étrangers écoutent l'histoire du candidat attentivement pour voir si elle répond aux critères d'éligibilité et si les problèmes qu'elle évoque vont crescendo.

Si le résultat est négatif, on demande à l'intéressé de revenir au Centre où l'assistant (e) social(e) lui préparera un recours urgent par l'intermédiaire d'un avocat commis

d'office. Un recours qui sera introduit devant le Commissariat général des réfugiés et apatrides.

Si, au contraire, la demande est acceptée, le candidat devra quitter le Centre, chercher un logement et s'adresser au Centre d'aide sociale (CPAES) qui lui versera un forfait mensuel de 583 euros. Juste de quoi joindre les deux bouts. Mais cette victoire ne veut pas dire que la bataille est finie. L'exilé devra faire une nouvelle interview au Commissariat général des réfugiés et apatrides avec les membres du bureau spécialisé dans les questions mauritaniennes. Il fera l'objet d'un interrogatoire serré.

Débrouillards, les Mauritaniens trouveront chaque fois une astuce pour tromper la vigilance des fonctionnaires pas toujours très au fait de certaines réalités. Les négro-mauritaniens diront pendant longtemps qu'ils appartenaient à des familles d'éleveurs, qu'on a tué leurs parents

Procédures simplifiées

Les nouveaux candidats à l'exil se

Gros plan

Suite de Une

avant d'enlever leurs troupeaux. Leur seul salut a été donc la fuite. Les maures diront, dans leur grande majorité, qu'ils étaient des militants de l'UFD/EN dissous par le pouvoir et qu'ils sont désormais persécutés pour leurs opinions politiques. Après l'arrestation de Chbih, le coup d'État manqué du 8 juin et la fuite de Jemil Ould Mansour, des candidats ont prétendu être liés à ces hommes soit par des liens de parenté soit par un esprit partisan. Les prétextes ne manquent pas pourvu que l'argument fasse son effet.

Actuellement, près d'une centaine de mauritaniens sont considérés comme exilés politiques en Belgique et bénéficient de tous les avantages liés à cette situation. Et environ 600 attendent la régularisation. Une goutte d'eau comparées aux autres nationalités notamment les bosniaques qui comptent près de 18.000 personnes.

Cette situation nouvelle n'a pas manqué de créer un regain d'activités de l'opposition dans ce pays. Ainsi Conscience et Résistance (version Jemal Ould Yessa) a ouvert un bureau à Bruxelles dirigé par son coordinateur en Europe, Chrif Ould Cheikh. Très actif, ce bureau édite des brochures et des dépliants que les militants du mouvement distribuent aux sièges de l'Union Européenne et de l'OTAN et dans les rues. Avec l'arrivée de Jemil, les islamistes eux aussi, ont ouvert un bureau à partir duquel Ould Wedia'a et certains activistes alimentent Al Islah, leur site internet. Enfin la coordination de l'opposition en Europe dispose également d'un bureau qui se réunit chaque semaine pour décider des activités et des manifestations.

Manifestation et contre manifestation

Ce bouillonnement n'a pas manqué de provoquer des éruptions. Le déplacement du centre d'intérêt de l'opposition en exil de la France vers la Belgique a déjà fait des remous dans la capitale Belge. Ainsi, lors de la contre manifestation organisée en 2003 par le PRDS qui a fait déplacer des responsables de Mauritanie et des étudiants de France (en réaction à la manifestation de la coordination de l'opposition), les anti et les pro-Ould Taya en sont venus aux mains. Plusieurs manifestants, dont Diop Mamadou Amadou, qui venait de rallier le PRDS quelques mois auparavant, seront blessés lors des accrochages.

Une trentaine de personnes seront arrêtées par la police belge avant

d'être relâchées 24 heures après.

Autre facteur favorisant ce regain d'activités: l'ouverture dans la capitale belge des bureaux d'Al Jazira et d'Al Arabiya qui permettent aux opposants d'avoir accès direct à ces chaînes et d'y intervenir souvent. Comme lors de la diffusion par Al Arabiya du premier enregistrement de l'ex-commandant Saleh Ould Hannena, que le bureau de Conscience et Résistance a pu se procurer et qu'a commenté pour la chaîne Mohamed Lemine Ould Mahmoudi, journaliste de la presse indépendante et militant de CR qui était en exil en Belgique et qui est rentré cette année au pays.

Alors que par le passé, l'opposition concentrait ses efforts sur la presse occidentale où elle réussissait, avec plus ou moins de succès (si on excepte Jeune Afrique-L'intelligent qui file le parfait amour avec le pouvoir mauritanien) à trouver des oreilles attentives à ses thèses. Avant que la Mauritanie ne trouve la parade en établissant des relations diplomatiques avec Israël, en donnant des gages sur sa volonté de lutter contre le terrorisme et en reconduisant les accords de pêche avec l'Union Européenne. Des arguments qui ont permis à Ould Taya de surfer sur une vague de sympathie retrouvée dans les capitales occidentales.

Et quand des États trouvent leur compte avec un régime, il devient pratiquement impossible de leur faire voir ou entendre ce qu'ils ne veulent ni voir ni entendre.

L'amélioration des rapports du pouvoir de Ould Taya avec l'occident n'a pas pour autant désarmé les "entreprises" de l'opposition mauritanienne en exil. Organisés en véritables "start up" politiques, les opposants mauritaniens en Europe et en Amérique du Nord essaient, avec parfois une certaine réussite, d'occuper la scène politique nationale à travers des nouvelles, communiqués et pamphlets diffusés sur le Net et très bien lus dans le pays. La faiblesse de l'opposition à l'intérieur et son manque d'initiative permet à l'opposition en exil de combler le vide et de maintenir le contact indirect avec l'opinion nationale à tel point que les thèses de ces start up sont plus connues à Nouakchott que les programmes et discours des partis politiques légaux. Même si ces actions n'ont pas ébranlé le régime, elles l'irritent et le dérangent parfois beaucoup.

AHMED OULD CHEIKH